

LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT

			LIBERTÉ  INSTITUT COPPET	
Le jeudi 2 mai 2013, de 17h à 22h, à Paris				
			Quel type de libertarien êtes-vous ?	
Séminaire philosophique avec Nigel Ashford				
Partenaires :				
  Nouvelles de France 				

Quel type de libertarien êtes-vous ?

Par Nigel Ashford

Sommaire

Introduction	1
1) L'école de Chicago	2
2) L'école des choix publics	5
3) L'école des droits naturels.....	7
4) L'école autrichienne.....	8
5) L'école anarcho-capitaliste	11
Annexes : Tableau des écoles, p. 13 et flyer de l'Institute for Humane Studies (IHS).....	p. 14

Introduction

Quel est le rôle approprié du gouvernement ? Que devrait-il faire et que ne devrait-il pas faire ? Les libertariens sont tous d'accord sur le fait que le gouvernement devrait être limité, mais ils sont en désaccord sur la façon d'arriver à cette conclusion.

Mon but n'est pas de défendre l'une ou l'autre de ces positions, j'ai certainement un point de vue sur ces questions, mais je veux les aborder avec un certain degré d'humilité intellectuelle. Comme je le dis toujours, je sais que certaines des choses auxquelles je crois sont fausses mais je ne sais pas lesquelles. Alors, comment puis-je découvrir celles de mes idées qui sont fausses ? Je ne peux le faire qu'en les articulant, en les présentant aussi clairement que possible, en écoutant les objections des gens et en me rapprochant ainsi un peu plus de la vérité. Et c'est ce que je veux vous encourager à faire aujourd'hui : considérez ces différentes idées et parvenez à vos propres conclusions sur la vérité et l'erreur.

J'examinerai trois questions différentes que toute personne préoccupée par le rôle du gouvernement devrait considérer comme importantes.

1° La première question est : comment décidons-nous quel rôle le gouvernement devrait jouer ? Quelle est la méthodologie ou la philosophie qui déterminera comment nous prononcer sur cette question ?

2° Deuxièmement, pourquoi le gouvernement devrait-il être limité ? Sauf à être un adepte du totalitarisme, c'est-à-dire de l'idée que le gouvernement devrait contrôler tous les aspects de la vie,

nous pensons que le gouvernement devrait être limité. La question devient alors, pourquoi ? Faudrait-il le limiter en raison des conséquences des actions du gouvernement, ou devrait-il être limité parce que les gens ont des droits naturels, avec lesquels le gouvernement ne devrait pas interférer ?

3° Et ainsi la troisième question est : quel est le rôle légitime du gouvernement ? Que devraient faire les gouvernements et que ne devraient-ils pas faire ?

Je vais poser ces trois questions en me référant à cinq écoles de pensée différentes. Toutes issues du libéralisme classique et convaincues que la liberté est la valeur politique la plus importante, mais en désaccord sur ces trois questions fondamentales.

1) L'école de Chicago

Milton Friedman, lauréat du prix Nobel et économiste, est largement considéré comme le fondateur de l'école de Chicago, une tradition intellectuelle qui fonde ses théories sur des preuves empiriques et mesurables. Selon cette école, pour évaluer les mérites d'une loi, on doit mesurer ses conséquences et pas seulement ses intentions. Elle admet que les marchés échouent parfois. Mais les administrations échouent aussi. Or elle soutient qu'une défaillance de l'administration est presque toujours plus grave qu'une défaillance du marché. C'est pourquoi l'école de Chicago affirme que le gouvernement devrait être strictement limité à quatre domaines de responsabilité :

- L'armée et police
- L'administration judiciaire
- Les biens publics (comme la défense) et les externalités négatives (comme la pollution)
- La protection des enfants et des handicapés mentaux

Milton Friedman est le célèbre ancien président de l'*American Economic Association*, lauréat du prix Nobel et l'auteur des best-sellers, *Capitalism and Freedom* (*Capitalisme et Liberté*) et *Free to Choose* (*Libres de Choisir*), ce dernier ayant été adapté dans une série télévisée populaire.

Sa méthode empirique consiste à partir d'une hypothèse : nous prévoyons que X produira Y. Ainsi, par exemple, si vous augmentez le salaire minimum, le résultat sera que les travailleurs moins qualifiés auront plus de difficulté à trouver un emploi. Et cela doit être vérifié grâce à des observations expérimentales. Pourquoi le gouvernement devrait-il être limité ? Selon Milton Friedman, c'est parce qu'il existe de nombreuses et fréquentes défaillances de l'administration. Et, dit-il, ces défaillances de l'administration politiques sont en général beaucoup plus importantes que les défaillances du marché.

Ainsi, à l'encontre de tant de débats publics, avancent-ils, les politiciens identifient une défaillance du marché et dès lors supposent qu'une administration parfaite peut arriver là et résoudre ce problème. L'école de Chicago dit que ceci n'est pas juste. Ce que nous devons faire, c'est comparer toutes les imperfections qu'on rencontre sur le marché avec tous les problèmes qu'une l'administration peut engendrer. Et, dit-il, normalement lorsque on fait cela, on constate que la défaillance de l'administration est bien plus grande que la défaillance du marché.

Donc, ce qui existe, c'est un écart entre les intentions des décideurs politiques et les résultats réels, c'est-à-dire les conséquences de ce qu'ils préconisent. Parfois, par exemple, des politiques mènent à l'opposé de ce qui était attendu.

Par exemple, l'idée du contrôle des loyers est de fournir aux pauvres plus d'occasions d'accéder à un logement. Mais en réduisant les loyers, ce qu'on fait c'est de réduire l'offre de location. Il devient en effet plus difficile pour les populations pauvres de trouver un logement. Cela produit l'effet inverse des intentions affichées.

Ensuite, il y a de nombreuses autres politiques publiques qui peuvent effectivement atteindre leurs objectifs, mais dont les conséquences négatives et non intentionnelles sont désastreuses. Ainsi, par exemple, augmenter le salaire minimum a des effets bénéfiques pour certains. Ils obtiennent un revenu plus élevé grâce à cela. Mais pour d'autres, les conséquences sont négatives bien que non intentionnelles. En effet, des gens en plus grand nombre ne trouvent pas d'emploi du tout. Et donc nous devons comparer les conséquences positives qui étaient escomptées, avec les conséquences négatives, non intentionnelles.

Et l'école de Chicago soutient que, normalement, les conséquences négatives et non intentionnelles sont plus importantes que les conséquences positives, celles qui sont escomptées. Mais c'est une question empirique ; nous devons examiner ce que les faits disent. Et pourquoi y a-t-il cet écart entre les intentions et les conséquences ? Ils soutiennent que c'est à cause de l'échec des décideurs à prendre en compte l'importance de l'intérêt individuel dans l'explication du comportement des gens. Ils ignorent la nature humaine.

Quel devrait être le rôle de l'administration selon l'école de Chicago ?

Milton Friedman identifie quatre domaines principaux de responsabilité de l'administration politique.

1° Tout d'abord, nous protéger de nos ennemis, ennemis internes comme externes. Nous avons besoin d'une armée pour nous fournir la défense contre nos ennemis étrangers ; nous avons besoin d'une force de police que l'administration fournit pour nous protéger de nos ennemis internes, tels que les criminels.

2° Deuxièmement, l'administration devrait fournir la gestion de la justice afin de réaliser la réconciliation pacifique des conflits. Inévitablement, si on vit dans une société avec d'autres personnes, on entrera en conflit les uns avec les autres. On sera en désaccord sur certaines choses ; c'est là un contrat, le sens même d'un contrat.

Une manière possible de résoudre toute sorte de conflit consiste à nous battre avec l'autre personne. On peut supposer, cependant, qu'on ne veut pas vivre dans une société où chaque fois qu'il y a un désaccord, on passe par un combat physique avec l'autre personne. Donc, nous voulons quelque arbitre neutre qu'on peut aller voir, qui n'est pas lié avec l'un ou l'autre ; et ils seront un arbitre et diront, « oui, c'est ce que signifie le contrat » ; ce qui signifie que vous aviez raison et que l'autre personne a tort. Donc, c'est le travail de l'administration de fournir ces tribunaux où nous pouvons aller.

3° Le troisième thème que Friedman avance est qu'il y a certaines choses, pas nombreuses, mais il y a certaines choses que le marché, par l'échange volontaire, ne peut pas fournir de manière satisfaisante. Elles prennent deux formes différentes. Tout d'abord ce sont ce que les économistes appellent des biens publics. Ce n'est pas la même chose que le fait d'être nécessairement bien pour le public ; les biens publics pour les économistes ont un sens très particulier.

Les biens publics ont deux caractéristiques. Tout d'abord, on ne peut pas exclure des personnes des avantages de ce programme. Et deuxièmement, ils sont sans rivalité. Le fait que je consomme plus de celui-ci ne veut pas dire que vous en avez moins. Cela sera probablement mieux illustré par un exemple : l'exemple classique d'un bien public est la défense. Je ne suis pas encore un citoyen américain, mais je vis sur le sol américain. Supposons que je ne voulais pas payer mes impôts en faveur de la défense. Je préférerais être défendu par Sa Majesté la Reine et par conséquent je refuse de payer mes impôts pour la défense.

Le problème de cette position, c'est que je vis sur le sol américain. Cela signifie que l'armée américaine va me défendre que je le veuille ou non. Je ne peux pas être exclu de la défense américaine. Le fait que je sois protégé ne signifie pas qu'il y ait moins de protection pour quiconque. Donc, c'est un cas classique d'un bien public. Je pourrais dire, eh bien, je ne veux pas payer pour cela, mais j'en profiterai quand même. Mais cela ne pourrait simplement pas fonctionner, les gens ne contribueraient pas aux biens publics. Donc, c'est un argument en faveur de l'administration des biens publics.

Le deuxième thème principal que l'école de Chicago évoquera concerne les externalités négatives. Autrement dit, lorsque les gens interagissent entre eux, il peut y avoir des conséquences pour des tiers. Le cas classique est la pollution. Je peux produire un bien, mais je produis de la pollution, qui affecte alors les gens qui vivent dans le quartier. L'école de Chicago soutient que nous avons besoin d'un moyen de contrôler ces externalités négatives, comme la pollution. De façon plus controversée, Friedman fait valoir que les pauvres sont une externalité négative. C'est-à-dire que nous ne voulons pas vivre dans une société où il y a des gens affamés qui mendient dans les rues. Il soutient que c'est une externalité négative de vivre dans un monde où il y a beaucoup de pauvres, et, par conséquent, il justifie, comme traitant d'une externalité négative, une certaine forme de filet de sécurité sociale.

4° Et le quatrième cas où Friedman affirme que l'administration doit agir pour protéger ceux qu'on suppose incapables de prendre des décisions pour eux-mêmes est bien sûr le cas des enfants. Normalement, nous pouvons permettre aux parents de prendre leurs décisions, mais nous devons garder un œil. Certains adultes ne traitent pas les enfants correctement. L'administration doit faire en sorte que leurs intérêts soient protégés.

Friedman est très clair, ce sont les quatre thèmes où l'administration devrait être active. Cette approche est souvent appelée l'approche sociale de marché. Friedman estime que les administrations ont ces responsabilités, mais autant que possible, elles devraient utiliser les mécanismes du marché pour atteindre ces objectifs. Ainsi, par exemple, c'est une responsabilité de l'administration de s'assurer que chaque enfant soit éduqué, mais cela ne veut pas dire que l'administration doit fournir les écoles. L'administration, par exemple, pourrait donner des bons

ou une certaine forme de choix d'école, des écoles privées, mais les parents peuvent totalement choisir l'école où ils veulent aller. Si l'administration a une responsabilité sociale, elle ne doit pas nécessairement fournir directement les services adaptés.

2) L'école des choix publics

La théorie des choix publics soutient deux idées :

1. *que les gens rationnels s'accorderaient conjointement sur un gouvernement limité, aussi connu comme « contrat social »*
2. *que les gens, y compris les politiciens, sont principalement motivés par leur propre intérêt. Les théoriciens des choix publics pensent que les politiciens ont un intérêt direct dans la croissance de l'administration bien au-delà du contrat social.*

Les promoteurs des choix publics soutiennent généralement que l'administration ne devrait protéger que les droits individuels, fournir des biens publics et traiter des externalités comme la pollution. Ce n'est pas le rôle du gouvernement de fournir un État-providence, qui va au-delà du contrat social. Comment pouvons-nous limiter l'administration ? Pourquoi l'administration se développe-t-elle au-delà des bornes du contrat social ? Le Dr Ashford utilise des exemples tels que les subventions agricoles, pour expliquer le point de vue des choix publics sur ces questions.

James Buchanan et Gordon Tullock ont écrit beaucoup d'ouvrages ensemble, sans doute le plus célèbre étant *Les limites de la liberté*. Leur approche de la question, comment décidons-nous du rôle approprié du gouvernement ?, consiste à rechercher un contrat social. En supposant que vous ayez un ensemble d'individus rationnels ayant à décider ce qu'ils feraient, comment mettraient-ils en place une forme de gouvernement, sur quoi seraient-ils universellement d'accord ? La Constitution américaine est un exemple se rapprochant d'un contrat social.

Mais ils commencent avec la question de savoir ce qui se passerait si nous n'avions pas du tout d'État, s'il n'y avait pas d'administration. Ils pensent que nous aurions l'état de nature hobbesien, d'après les idées du philosophe anglais Thomas Hobbes. Hobbes dit que la vie sans gouvernement est « pénible, brutale et brève » - et non comme un élève l'a écrit un jour, « mauvaise, britannique, et brève. » (NdT : jeu de mots entre « brutish » et « British »). Il ne serait pas très agréable de vivre dans une telle société. Donc, si nous n'avons pas de gouvernement, il y a trois choses que nous pouvons faire : nous pouvons produire des choses, nous pouvons voler les autres personnes, ou nous pouvons passer du temps à protéger nos propres affaires. Supposons que si nous étions réunis, il serait dans l'intérêt propre de chacun de créer une institution commune qui protégerait les choses que nous produisons. Parce que nous n'aurions pas à nous soucier du vol, nous n'aurions pas à nous soucier de la protection de notre propriété, nous pourrions dépenser bien plus d'énergie à produire des biens. Nous serions plus riches, nous pourrions donner un peu de cette richesse au gouvernement, ce qui nous éviterait dès lors le vol. Nous n'aurions pas besoin de dépenser tant de ressources à notre propre protection ; tout le monde dans cette société serait mieux loti. Ainsi, des individus rationnels, réfléchissant au genre

de gouvernement qu'ils voudraient, seraient d'accord sur la création d'un gouvernement dont la responsabilité serait de protéger notre vie et notre propriété.

Pourquoi le gouvernement devrait-il être limité ? Lorsqu'on essaie de comprendre ce qui se passe dans l'économie, on suppose les gens motivés par leur propre intérêt. On suppose qu'ils cherchent, pour utiliser le langage des économistes, à maximiser leur utilité. L'école des choix publics nous dit que les gens se comportent exactement de la même façon dans le domaine politique que dans le domaine économique. Ce sont les mêmes êtres humains. Leurs intérêts ne sont pas identiques. En économie, on regarde les revenus et les richesses afin d'identifier l'intérêt personnel. L'intérêt personnel dans le domaine politique peut être quelque peu différent. Ainsi, par exemple, si vous êtes un politicien, votre propre intérêt est de vous faire élire, ou réélire, pour rester dans la fonction publique. Comment faire cela ? En promettant des cadeaux à des groupes particuliers. Votez pour moi, je protégerai votre sécurité sociale. Votez pour moi, je réduirai le coût de vos prêts étudiants. Votez pour moi, je soutiendrai vos fermes. C'est donc dans l'intérêt particulier des politiciens de promettre des cadeaux à des groupes particuliers au sein de la société.

Il est notamment dans l'intérêt des bureaucrates d'avoir des administrations plus vastes. Plus il y a d'administrations, plus il y a de revenu, plus grand est leur pouvoir, plus grands sont leurs bureaux. Et la plupart des groupes d'intérêt cherchent à savoir comment manipuler l'administration pour qu'elle travaille à leur avantage ? Ceux sont, pour utiliser un terme économique, des chercheurs de rente. Comment faire pour que les règles soient écrites de telle façon qu'il soit plus difficile, par exemple, pour un concurrent d'entrer sur le marché ? Rendons plus difficile l'importation des marchandises de l'étranger. Ainsi, le problème pour l'école des choix publics, c'est que la plupart des acteurs politiques ont un intérêt direct dans la croissance de l'administration, bien au-delà de ce que les gens acceptent au titre du contrat social. Selon l'école des choix publics, l'administration doit donc être limitée pour éviter qu'elle serve des intérêts particuliers.

Donc, quel devrait être le rôle de l'administration dans ce contexte ? Selon l'école des choix publics, l'Etat a deux responsabilités.

1° L'État protecteur : il devrait protéger les droits individuels, et spécialement notre propriété. Et il devrait être un État producteur : il se doit de fournir les biens publics, de traiter de ces externalités dont nous avons parlé auparavant. Ce n'est pas sa responsabilité, d'après les choix publics, de mettre en place une quelconque forme d'État-providence ; cela va bien au-delà du contrat social. Et donc beaucoup de l'école des choix publics sont intéressés par la question du comment on limite le rôle de l'administration. Par exemple, devrions-nous amender la Constitution des États-Unis afin d'assurer qu'il y ait un budget équilibré ?

Alors pourquoi l'administration croît-elle bien au-delà ce que les gens pourraient raisonnablement accorder en vertu du contrat social ? Par exemple, pourquoi l'administration fédérale aux États-Unis fait-elle tellement plus de choses que les pouvoirs limités et énumérés établis par la Constitution des États-Unis ? L'école des choix publics explique ceci par le concept des avantages concentrés et des coûts décaissés, c'est-à-dire, les avantages d'un programme gouvernemental se

concentrent entre les mains d'un nombre relativement restreint de personnes, tandis que les coûts de ces programmes sont répartis surtout parmi l'ensemble de la population.

Prenons la politique agricole par exemple. Les subventions agricoles et les droits de douane agricoles rendent difficile d'importer de la nourriture depuis l'extérieur des États-Unis. Seulement quelques 3% de la population aux États-Unis travaillent dans l'agriculture. Et pour 97%, ce n'est pas le cas. Mais quand il s'agit de décider de la politique agricole, ces 3% vont vraiment s'en soucier. Cela déterminera leur vote. Cela déterminera pour qui ils feront campagne. Cela déterminera à qui ils donneront de l'argent.

Ils jetteront à la fosse à purin les politiciens qui ne soutiennent pas ces subventions et tarifs agricoles. Et pour nous autres ? Les 97% d'entre nous ? Eh bien, nous sommes tous perdants. Nous perdons parce que nous payons des impôts plus lourds pour subventionner ceci. Nous perdons à cause des droits de douane, ce qui signifie que nous payons plus pour la nourriture que nous achetons dans les supermarchés. On pourrait penser que, dans une démocratie, c'est une politique qui échouera, car elle est dans l'intérêt des 3% et contre l'intérêt des 97% de la population. Et pourtant toutes les tentatives pour en finir avec ces soutiens à l'agriculture ont échouées. Comment expliquer cela ? Eh bien, ceux qui se soucient vraiment du sujet, sont très actifs sur la question.

Le reste d'entre nous, la population qui y perd, nous ne pensons même pas à la politique agricole. Mais même si nous pensons, pour chacun de nous, il ne s'agit que de quelques dollars par semaine. Nous n'allons pas devenir politiquement actifs sur cette question pour quelques dollars. Alors, quand il s'agit de débattre de la politique agricole, ce sont les petits 3% qui déterminent ce que ces politiques devraient être. Selon les choix publics, cela est vrai de la plupart des lois et des programmes gouvernementaux. La démocratie est pilotée par un petit nombre de personnes, les bénéficiaires des décisions politiques, et ceux qui en paient les coûts, consommateurs et contribuables, n'ont presque aucune influence. C'est cela l'école des choix publics.

3) L'école des droits naturels

Certains philosophes pensent que tous les êtres humains ont des droits naturels. L'Amérique a une forte tradition des droits naturels, inscrite dans la Déclaration d'indépendance, qui affirme que tous les hommes sont doués de « certains droits inaliénables ». Le Dr Nigel Ashford explore les idées et la méthodologie philosophique des philosophes Ayn Rand et Robert Nozick qui plaident en faveur d'un État minimal, dont le seul but est de protéger nos droits naturels. Ils font également valoir que le capitalisme est le seul système économique moral, car fondé sur l'action volontaire.

Maintenant, considérons Ayn Rand, Robert Nozick, et les droits naturels. Ayn Rand est célèbre en tant que romancière, surtout probablement pour son livre *La Grève*, mais elle a beaucoup écrit aussi en philosophie. Robert Nozick était professeur de philosophe à Harvard, auteur d'un livre célèbre, intitulé *Anarchie, État et Utopie*. Tous les deux affirment que la philosophie des droits naturels est la bonne approche pour décider des questions politiques. L'Amérique a une forte tradition des droits naturels qui remonte à sa fondation. Ils ont été fortement influencés par les

idées de John Locke, qui croyait que ces droits naturels venaient de Dieu. Et ils sont formulés dans la Déclaration d'Indépendance.

Ayn Rand est associée à ce qu'elle appelle l'objectivisme. Elle pensait qu'il y avait une réalité et une morale objectives, que nous pouvons les découvrir par l'usage de la raison. Nous savons que c'est dans la nature de l'homme de vouloir vivre, de vouloir survivre.

Pour la vie, pour la survie des individus, il doit y avoir certains droits naturels. Ils sont nécessaires pour exister. Donc, nous savons que les droits naturels existent, car ils résultent de la nature de l'homme. C'est ce qu'on appelle une explication téléologique, qui est que les droits naturels existent afin de servir les fins des êtres humains.

Robert Nozick défend également les droits naturels. Il suppose que les droits existent. Il en examine les conséquences. Ceux-ci ne dépendent pas d'un point de vue particulier sur la nature humaine. Donc, cette approche des droits naturels est dite déontologique. Les droits naturels nous indiquent les limites de ce que nous devrions faire. Par exemple, tu ne tueras point : un principe moral clair qui nous dit que nous devrions protéger le droit à la vie. Donc, tous les deux défendent les droits naturels, mais par deux méthodes différentes. Ils conviennent tous deux que le problème avec l'administration, c'est qu'il viole nos droits naturels. Il est immoral d'utiliser la force pour atteindre nos objectifs.

Le capitalisme, disent-ils, est le seul système économique moral. Il est basé sur l'échange volontaire, il n'est pas fondé sur la coercition. Donc, le problème avec l'administration, c'est que beaucoup de ce qu'elle fait a pour effet de saper nos droits naturels. Alors, quel est le rôle de l'administration ? Il s'agit d'un État minimal dont le seul but est de protéger nos droits naturels. Rand décrit cela comme un État minimal, qui place la force sous un contrôle objectif. Objectivement, nous pouvons déterminer ce que le rôle de l'administration devrait être. Et Nozick affirme qu'il devrait y avoir un État minimal justifié contre la force, le vol, la fraude et pour l'exécution des contrats. Au-delà de ce rôle il n'est pas légitime parce qu'il viole les droits des individus.

Il parle de défendre des actes capitalistes entre adultes consentants. Tant que les personnes impliquées sont d'accord volontairement, ils devraient être autorisés à faire ce qu'ils veulent.

Le résultat de cela, c'est qu'ils défendent un État minimal exclusivement conçu pour nous protéger. Donc, l'État devrait fournir une armée pour nous défendre. Il devrait fournir un service de police pour nous défendre contre les criminels. Il convient de fournir aussi un tribunal pour éviter les conflits entre les gens. Et c'est tout. Rien ne justifie une forme d'administration qui irait au-delà, comme un État-providence.

4) L'école autrichienne

Le Dr. Ashford aborde ici le courant autrichien à travers deux de ses grandes figures : Mises et Hayek. Les deux s'accordent sur un gouvernement limité mais via des méthodologies différentes. Pour Hayek cela passe par le principe de la règle de droit et de l'ordre spontané des sociétés, tandis que pour Mises, l'individualisme

méthodologique est l'instrument de l'analyse : la raison et l'expérience permettent de dégager des axiomes qui amènent à la conclusion que l'État est incompétent pour répondre aux attentes des populations. Tous deux partagent l'idée que l'action gouvernementale est impuissante à planifier car elle ne dispose ni de la connaissance ni de l'information. L'État doit donc se borner à assurer la sécurité des individus et de leur propriété pour Mises, Hayek concède un rayon d'action légèrement plus large en acceptant un État-providence limité par la règle de droit (the Rule of Law).

Considérons Friedrich Hayek, Ludwig von Mises et l'école autrichienne. Certes, il y a beaucoup de similitudes entre Hayek et Mises, mais je veux identifier ici les différences significatives entre ces deux penseurs. Et le premier domaine où on peut voir cette différence, je pense, c'est dans leur méthodologie. Comment décider du rôle que l'administration devrait avoir ?

Hayek tend à souligner les limites de la connaissance, qu'il y a des limites à la raison et à la compréhension de ce que nous devrions faire. Il est beaucoup plus enclin à valoriser la tradition, à la façon dont les règles ont évolué sur un laps de temps. Ainsi, par exemple, il est beaucoup plus motivé par l'ensemble de la question d'un ordre spontané, comment finissons-nous par travailler ensemble sans aucun planificateur central qui nous dit comment nous devrions nous comporter. Il s'est intéressé à la *common law*, à la manière dont le droit traditionnel s'est développé au fil des âges.

Hayek pense que bien des ordres que nous observons dans la société sont le résultat de l'action humaine, et non d'un projet humain rationnel. Ainsi, par exemple, la langue anglaise : aucun groupe ni institution n'a décidé que ceci est ce la langue anglaise est censée être ; c'est quelque chose qui a évolué naturellement au fil du temps. Mais nous reconnaissons ces règles et nous arrivons à vivre avec des règles de telle sorte.

Ludwig von Mises, un autre Autrichien, avait une approche totalement différente. Il adopte ce qu'on appelle le raisonnement déductif a priori. Il pense que nous pouvons identifier certaines vérités, qu'il dénomme axiomes, et qu'on peut découvrir ces axiomes grâce à notre expérience et à l'usage de la raison. Donc, de ce point de vue, l'économie se rapproche davantage des mathématiques que de la physique, dont l'école de Chicago parle souvent. Laissez-moi vous donner quelques exemples de ces axiomes que Mises identifie.

Tout d'abord, il dit que l'action humaine est intentionnelle. C'est-à-dire, ce que les humains font, c'est chercher à atteindre certains objectifs. Les actions ne sont ni aléatoires, ni prédéterminées. Nous pouvons identifier ce que sont les objectifs des gens, ce qu'ils essaient de réaliser à travers leurs actions. Un second axiome est que les individus sont les seuls acteurs. Le terme technique pour cela est l'individualisme méthodologique. Dans tant de débats politiques, nous avons tendance à dire, « La France fait cela. » Bien sûr, ce n'est pas que tout le peuple français le fait. C'est en réalité un petit nombre de ministres à la tête du gouvernement français qui décident de s'opposer à la politique étrangère américaine. Alors, qui sont les individus spécifiques qui sont réellement porteurs de cette action ?

Les actions sont uniquement effectuées par des individus ; elles ne sont pas effectuées par de larges groupes. Un autre exemple serait les musulmans. On devrait dire que certains musulmans commettent des actes terroristes, mais nous ne devrions pas dire que les musulmans commettent

des actes terroristes. Cela implique que tous les musulmans le font. Donc, chaque fois que nous essayons de comprendre un choix quelconque, nous devons essayer d'identifier qui sont les individus réels qui prennent ces décisions spécifiques.

Et le troisième axiome est que la valeur est dans l'œil de l'observateur, c'est la théorie dite de la valeur subjective. C'est-à-dire, les choses n'ont pas de valeur en elles-mêmes, mais elles ont seulement la valeur que les gens leur attribuent. Ainsi, par exemple, je déteste le rap, mais certaines personnes aiment le rap. Certaines personnes pensent que c'est une chose valable. Il n'y a pas de valeur objective du rap. On entend souvent dire des économistes qu'ils connaissent le prix de tout mais la valeur de rien, et cela suppose qu'on puisse savoir quelle est la valeur d'une chose. Pourtant non, la valeur d'une même chose est différente pour différentes personnes. Donc, Mises soutient que par le simple usage de notre raison, nous pouvons identifier ces axiomes ou ces vérités.

Pour autant, Mises et Hayek ont tendance à s'entendre sur la raison pour laquelle le gouvernement devrait être limité : c'est parce que les décideurs gouvernementaux ne disposent pas de la connaissance, ils ne peuvent pas comprendre ce que sont les objectifs des gens. Parce que tout le monde a une variété d'objectifs différents, nous ne pouvons prédire que vous voulez ceci ou qu'un autre veut cela. Les objectifs sont si divers. Et d'autre part, l'administration ne peut pas découvrir le meilleur moyen pour que les gens atteignent leurs objectifs. Elle ne peut pas planifier à l'avance. Si nous faisons X, les résultats seront Y.

Ils sont donc très sceptiques quant à la capacité de l'administration à identifier ce que sont les objectifs des gens et d'y répondre de manière satisfaisante. C'est pourquoi l'URSS s'est effondrée. Elle n'était pas capable - elle souffrait du problème de la connaissance, celui de savoir ce que les gens voulaient, et elle souffrait du problème de savoir comment réaliser ces objectifs. C'est donc un point de vue conséquentialiste. Les conséquences des actions des gouvernements sont souvent ou généralement mauvaises.

S'agissant de la question du rôle de l'État, Hayek et Mises divergent à nouveau. Hayek avance que le critère pour décider de ce que l'administration devrait faire est ce qu'il appelle la règle de droit, par laquelle il signifie qu'il y a certains principes généraux que nous devrions appliquer à toute action gouvernementale comme à toute législation. Tout comme aux États-Unis, la Cour Suprême observera souvent une loi signée et adoptée par le Congrès, signée par le président. Mais parfois la Cour Suprême dira : « Non, ceci est illégitime. Nous le rejetons au titre de la Constitution des États-Unis ». Hayek affirme que toute société possède ces principes généraux qu'il appelle la règle de droit et que nous devrions appliquer à chaque action gouvernementale. Ce sont des lois qui doivent s'appliquer à tout le monde, il ne devrait pas y avoir d'exception particulière.

Ainsi il est très courant que le Congrès américain adopte une loi qui s'applique à tout le monde sauf à ses membres. Un exemple classique de ce cas fut l'*American's for Disabilities Act* (« Loi Américains pour les Handicapés »). Les membres du Congrès promulguèrent une loi disposant que tous les bâtiments devaient être ajustés d'une certaine manière pour donner accès aux handicapés. Mais au cours du débat sur le projet de loi, ils réalisèrent qu'il coûterait des centaines et des centaines de millions de dollars au Congrès américain pour adapter le Capitole pour

répondre à ces normes. Alors, ils se sont exclus de cette loi. C'est un exemple de choses où il n'y pas d'égalité devant la loi. Les législateurs créent des exemptions pour eux-mêmes.

Un autre exemple serait les politiques de subventions, la manière dont l'administration dépense l'argent, pour telle ou telle entreprise en particulier.

Hayek soutient que toutes ces choses devraient être considérées comme illégitimes parce qu'elles vont à l'encontre de la règle de droit. Un autre exemple serait que les lois doivent toujours être prospectives. Autrement dit, elles devraient être tournées vers l'avenir, elles ne devraient pas punir quelque chose qui s'est produit dans le passé. On ne devrait pas être puni pour quelque chose qui s'est produit dans le passé. Toute action gouvernementale doit donc être soumise à ce critère de respect de la règle de droit.

En revanche, Hayek pense qu'une certaine forme d'État-providence limité peut être justifiée en suivant la règle de droit. Au contraire Ludwig von Mises dit que les axiomes nous amènent à conclure qu'il ne devrait y avoir qu'un État minimal. Autrement dit, le travail de l'administration est uniquement et exclusivement de garantir la protection de la vie, la santé, la liberté et la propriété privée. Il n'y a pas de rôle pour l'État-providence mais seulement pour un État minimal. Nous avons donc ici deux Autrichiens s'accordant largement sur toutes sortes de questions, mais avec une méthodologie différente. Et ils ont une conclusion différente quant à ce que devrait être le rôle de l'administration.

5) L'école anarcho-capitaliste

Murray Rothbard et David Friedman sont deux anarcho-capitalistes prééminents, qui pensent qu'on peut se passer de tout gouvernement. Tous deux croient qu'il devrait n'y avoir aucun État du tout. Rothbard critique le gouvernement pour son usage de la force, tandis que Friedman critique son inefficacité. Les deux montrent qu'il existe des alternatives sur le libre-marché, à tous les services de l'administration. Alors que de nombreux libertariens promeuvent un État minimal, Rothbard et Friedman suggèrent que tout État est susceptible de croître bien au-delà de son rôle prévu.

Murray Rothbard est célèbre pour beaucoup de choses mais en particulier pour son livre *For a New Liberty (Pour une nouvelle liberté)*. David Friedman, qui est le fils de Milton Friedman, a écrit un livre intitulé *The Machinery of Freedom (Vers une société sans État)*.

Quand les gens entendent « anarchisme », ils ont tendance à penser à des idées de gauche et collectivistes. Mais il y a une école de pensée au sein du libéralisme classique, faite d'anarchistes qui fondent leurs idées sur le capitalisme.

Murray Rothbard a défendu sa position en fondant cette idée sur les droits naturels. En ce sens, il se rapproche de Rand et de Nozick et des autres penseurs du droit naturel. Mais il a également été fortement influencé par Mises, et il a développé ce qu'il appelle l'axiome de non-agression. On a toujours tort d'utiliser la force, sauf en cas de légitime défense. Il est toujours injustifié de recourir à la violence, sauf si vous vous protégez contre quelqu'un qui essaie d'utiliser la violence

contre vous. Selon lui, c'est le principe que nous devrions utiliser pour établir ce que le gouvernement devrait faire.

David Friedman, à partir d'un point de vue différent, a suivi largement la même méthodologie que son père : l'école de Chicago fondée sur l'analyse empirique. Il dit que nous répondons à cette question en comparant l'efficacité relative du marché face à l'efficacité relative de l'administration. Deux sortes de méthodologies très différentes, l'une clairement fondée sur les droits naturels, l'autre clairement sur les conséquences. Pourquoi pense-t-il que l'administration devrait être limitée ? En fait, il va au-delà, il pense qu'il ne devrait pas y avoir d'État du tout.

Cela soulève une question : qu'est-ce qu'un État ? La définition classique d'un État vient de Max Weber, le sociologue allemand. Un État est une institution qui revendique le monopole de l'utilisation légitime de la force sur un territoire donné. Donc, dans une société que le gouvernement couvre, personne d'autre n'est autorisé à utiliser la force. Seule l'administration devrait y être autorisée.

Rothbard critique ce point de vue. Que font les administrations gouvernementales ? Elles violent nos droits. Elles obtiennent ce qu'elles veulent par des moyens coercitifs. Si on ne fait pas ce que l'administration veut, elle vous jette en prison. Ainsi, dit-il, la fiscalité, c'est du vol. Si quelqu'un prenait 25% ou 40% de vos revenus en disant que, si vous ne lui donnez pas, il vous mettra derrière les barreaux, on qualifierait cette personne de voleur, de criminel. Pourquoi nous comportons-nous différemment quand c'est l'État qui veut prendre une partie de nos revenus ? L'État est tout simplement un criminel qui viole nos droits.

David Friedman, en suivant cette approche estime que l'État est inévitablement inefficace. Suivons l'approche empirique : on mesure l'efficacité de l'administration par rapport à l'efficacité du marché. Il en conclut que le marché est toujours plus efficace que l'administration. Alors que son père, Milton Friedman voyait qu'il y avait des circonstances où ce n'était pas vrai, il fait valoir de manière empirique que c'est toujours vrai. Même les choses que la plupart des gens attribuent à l'administration seule, comme la défense ou la fourniture de routes, David Friedman soutient qu'en fait le marché peut fournir ces choses plus efficacement. C'est ce qu'il affirme dans son livre, *Vers une société sans État*.

Rothbard et Friedman concluent que la meilleure société est celle de l'anarchie, une société sans gouvernement du tout. Donc, le gouvernement est à la fois illégitime – il n'a pas plus de revendication morale précise sur nous que tout autre individu. Et il est aussi inefficace – il ne peut pas fournir plus efficacement les biens et services que le marché. Une alternative existe. On tend à oublier, par exemple, qu'il y a plus de personnes employées dans le secteur de la sécurité privée qu'employées par la police. La plupart des gens sont protégés par des institutions privées et non par la police. On a juste tendance à l'ignorer. On ignore le fait que de nombreux litiges entre entreprises n'aboutissent pas à nos tribunaux d'État. En fait, de nombreux différends commerciaux sont réglés devant des tribunaux d'arbitrage privés parce que les tribunaux étatiques sont trop lents, ils sont tellement inefficace, ils sont si peu fiables. Beaucoup d'entreprises préfèrent recourir aux agences privées d'arbitrage pour ce faire.

Donc ils pensent que les autres alternatives à l'État peuvent fournir ces biens. Par ailleurs, supposons qu'on croit en quelque chose comme un État minimal. Si on crée un État minimal, il ne restera jamais minimal. Il sera instable. Et il ira dans la direction qui est la plus probable : il commencera comme un État minimal, puis il grandira et il se développera indéfiniment.

Écoles de pensée libertariennes selon Nigel Ashford	Théorie de la connaissance	Anti-étatisme	Rôle de l'État
Milton Friedman Capitalism and Freedom <i>Capitalisme et liberté</i>	Empirical Empirisme	Self-interest Intérêt personnel	Social market Société de marché
Friedrich Hayek The Constitution of Liberty <i>La Constitution de la liberté</i>	Evolutionary rules Règles évolutionnistes	Knowledge Information	Social market Société de marché
Ludwig von Mises Human Action <i>L'Action humaine</i>	Axioms Axiomes	Efficiency Efficacité	Minimal state État minimal
James Buchanan The Calculus of Consent <i>Le calcul du consentement</i>	Contractarian Contractualisme	Rent-seeking Recherche de rentes	Public goods state Biens publics
Ayn Rand Atlas Shrugged <i>La Grève</i>	Natural rights Droits naturels	Rights violators Violation des droits	Minimal state État minimal
Robert Nozick Anarchy, State & Utopia <i>Anarchie, État et utopie</i>	Natural rights Droits naturels	Rights violators Violation des droits	Minimal state État minimal
Murray Rothbard Man, Economy & State <i>L'Homme, l'économie et l'État</i>	Non-coercion axiom Axiome de non-coercition	Rights violators Violation des droits	Anarcho-capitalism Anarcho-capitalisme
David Friedman <i>Vers une société sans état</i> The Machinery of Freedom	Chicago empiricism Empirisme de l'école de Chicago	Inefficiency Inefficacité	Anarcho-capitalism Anarcho-capitalisme

OPPORTUNITIES WITH IHS



SEMINARS

WEEKEND EXPLORING LIBERTY

Make liberty your weekend plan! Stay tuned for seminars in your area and bring your friends to share a shorter version of the summer seminar experience!

SUMMER SEMINARS

Get inspired at a weeklong seminar with top professors and students from around the world who share your passion for liberty!



IDEAS 24/7

LearnLiberty.org features videos with top professors and more! Dig into questions like “What is the nature of man and society?” and “What is the proper role for government?”



PAID INTERNSHIPS

KOCH SUMMER FELLOW PROGRAM

Work at a state, federal, or single-issue policy organization and develop the skills, network, and knowledge you need to build a policy-related career.

JOURNALISM INTERNSHIP PROGRAM

Get the experience, skills, and connections you need to break into new media, broadcast, print, or investigative journalism.



CAREER RESOURCES

LIBERTY GUIDE

Find the latest internships, jobs, and events in the liberty network at LibertyGuide.com!

IHS MENTORING PROGRAM *Invitation-only*

Pursuing a liberty-advancing career isn't easy! The IHS Mentoring Program offers personalized guidance, now and long-term.

ONLINE WEBINARS

Free online seminars to help you with every step of your graduate school career—everything from navigating the application process to pitching your dissertation to publishers.



SCHOLARSHIPS

HAYEK FUND FOR FUTURE SCHOLARS

Awards up to \$300 for graduate school application fees.

FUN STUFF



Find us on Facebook:
[TheIHS.org/Facebook](https://www.facebook.com/TheIHS.org/Facebook)



Follow us on Twitter:
[TheIHS.org/Twitter](https://twitter.com/TheIHS.org/Twitter)



Visit us on Pinterest:
[TheIHS.org/Pinterest](https://www.pinterest.com/TheIHS.org/Pinterest)



Map your politics in a world of custom-made government! Check out [Politopia.com](https://www.politopia.com) to see where you land and meet your political neighbors.



INSTITUTE FOR HUMANE STUDIES
— AT GEORGE MASON UNIVERSITY —

TheIHS.org/OpportunitiesWithIHS